

N. D.

SAé « Elaborer un travail de recherche exploratoire
en sciences humaines et sociales : Les politiques de la
Ville au sein des QPV

Professeur : M. Baumert

I.U.T. de Paris – Rives de Seine

Département Carrières Sociales

Parcours Animation sociale et socioculturelle

Table des matières

PARTIE 1 : Le développement social au sein des QPV : intérêt pour le champs de l'animation sociale et socio-culturelle	3
PARTIE 2 : L'état de l'art	4
I. L'émergence des politiques de la Ville : une nouvelle image des quartiers (1992)..	4
A. La pluridisciplinarité des politiques sociales locales : le constat des universitaires	4
B. Une approche légèrement plus nuancée de « l'image » des quartiers quinze ans plus tard (2007)	5
II. Analyse et rétrospective des premières mesures des politiques de la Ville (à partir de thèses de 2010)	5
A. Le cœur de la dynamique du développement social local des banlieues selon une thèse de 2012	5
B. La subtilité des motivations des politiques de la Ville.....	5
C. La fondatrice du développement social des quartiers : Habitat Vie Social (HVS) (affirmé par les thèses de 2020)	6
III. Les politiques de la Ville : outils d'émancipation ou de contrôle social ? (d'après les représentations d'aujourd'hui).....	6
PARTIE 3 : Itinéraires théoriques et méthodologiques.....	8
LISTE DES THESES (par ordre chrono-thématique)	9

PARTIE 1 : Le développement social au sein des QPV : intérêt pour le champs de l'animation sociale et socio-culturelle

Le thème et sa problématique traité dans ce dossier relèvent de réflexions basées sur plusieurs axes du champ de l'animation sociale et socio-culturelle. La problématique liée aux quartiers prioritaires de la Ville (QPV) découle d'un intérêt, pour l'une, du développement local et pour l'autre membre, aux politiques de la Ville. Le développement social dans les QPV apparaissait donc comme une thématique évidente, qui a permis de rejoindre les volontés de chacune.

Suite à cela, les recherches de thèses se sont articulées autour de mots-clefs qui sont les suivants : « développement social » ; « QPV » ; « politique de la Ville ». A ensuite été réalisé un tri dans le but de sélectionner des ressources de travail variées de par la chronologie et de la pluridisciplinarité des thèses.

Du fait que la thématique rejoint nos aspirations professionnelles, cela a donc permis un grand intérêt pour ce travail. L'animation socio-culturelle trouve sa place dans ce dossier car chaque projet mis en place dans les quartiers résulte d'un diagnostic de territoire et de la compréhension des politiques en vigueur. Les différentes structures étatiques ou non agissent par la suite en complément.

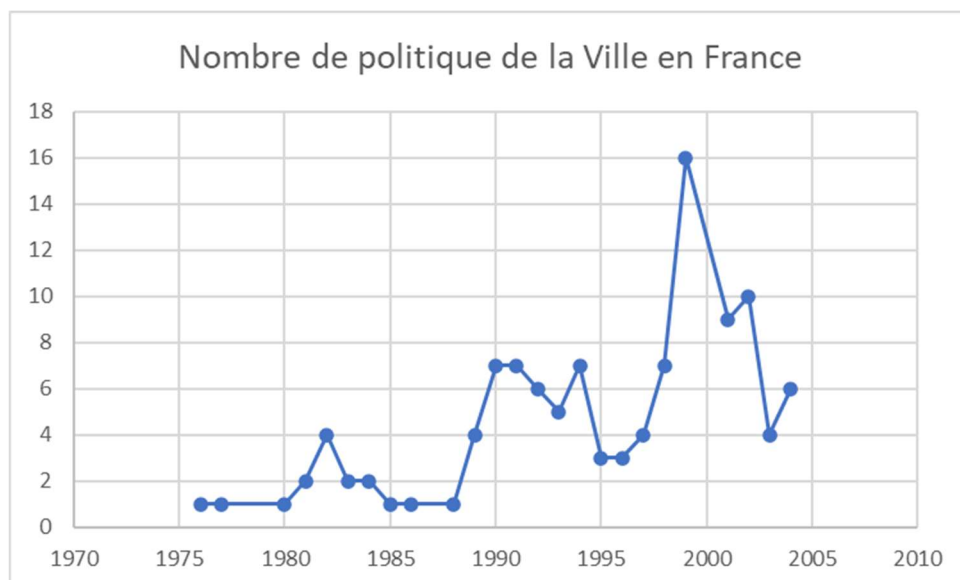
Pour élaborer un travail de recherche exploratoire en sciences humaines et sociales en réponse à la problématique suivante : Comment est abordé le développement social local au sein des quartiers politiques de la ville ?.

Nous nous sommes appuyé sur les thèses de quatre disciplines :

- Sociologie ;
- Sciences économiques ;
- Sciences de l'éducation ;
- Aménagement et urbanisme.

PARTIE 2 : L'état de l'art

I. L'émergence des politiques de la Ville : une nouvelle image des quartiers (1992)



Cette courbe représente le nombre de politique de la Ville instituée par l'Etat de 1977 à 2004. Les politiques de la Ville arrivent en masse à partir de 1999. C'est probablement pour cette raison que les thèses sont drastiquement plus nombreuses après l'an 2000.

La politique de la Ville est au cœur du développement social local des « quartiers sensibles » de France. Certains chercheurs s'accordent à dire que ces politiques de la Ville sont mises en vigueur dans le but unique de « changer l'image des quartiers ou des banlieues défavorisés » (Vanoni, 1992). En effet, il est important de souligner que la fabrication des politiques sociales résulte d'un diagnostic des quartiers sans équivoque : « celui de considérer la Ville comme étant « en crise » ». (Vanoni, 1992).

A. La pluridisciplinarité des politiques sociales locales : le constat des universitaires

De nombreuses instances voient le jour telles que la CNDSSQ (Commission nationale pour le développement social des quartiers), instituée 20 ans après ces observations, le 23 décembre 1981 ou encore la DIV (Délégation Interministérielle à la Ville). Leurs compétences sont transversales : politique ; habitat ; commerces ; urbanisme ; culture ; loisir ; éducation. L'efficacité de ses instances n'est pas immédiatement constatable, l'auteur de la thèse se raccroche sciemment à l'idée que les politiques de la Ville se construisent et, surtout, perdurent parce que la « sélection du site comme quartier « à risques » [permet de] justifier ainsi un subventionnement conséquent de l'Etat. » (Vanoni, 1992).

B. Une approche légèrement plus nuancée de « l'image » des quartiers quinze ans plus tard (2007)

Plus tard, l'idée d'embellir « l'image du territoire » n'est pas évincée mais l'approche qui en est faite est quelque peu plus nuancée : il est « envisagé dans une réflexion globale. Il s'agit [...] de le réhabiliter, le rendre « normal », le déstigmatiser » (Sinigaglia-Amadio, 2007). Sont sollicités, pour participer à sa transformation, de nombreux acteurs tel que les structures associatives, les médiateurs ou encore, plus spécifiquement, les « « grands frères » (jeunes du quartier ayant eu des expériences de « jeune-de-banlieue ») » (Sinigaglia-Amadio, 2007). Les acteurs cités ci-dessus, la participation active du public et les multiples dispositifs émergent de la politique de la Ville (comme les Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) appliqué en 2007), sont trois points cumulatifs qui donnent lieu au développement social local des quartiers.

II. Analyse et rétrospective des premières mesures des politiques de la Ville (à partir de thèses de 2010)

A. Le cœur de la dynamique du développement social local des banlieues selon une thèse de 2012

C'est de 1980 à 1990 que l'on retrouve réellement le cœur de la dynamique des politiques de la Ville à venir. Furent créées des mesures déterminantes : « la procédure Développement social des quartiers (DSQ) de 1989 à 1994 ; le contrat de ville de 1994 à 1999 ; le Comité d'environnement social en 1989 » (Chebroux, 2012). Les projets de rénovations urbaines se multiplient : démolition, recomposition, construction. Cela permet aux quartiers, souvent évincés des centres villes, d'être intégrés progressivement, notamment grâce aux installations de tramway qui relie la périphérie aux cœur des villes. Le « centre et les frontières avec certains espaces du quartier sont réaménagés » (Chebroux, 2012) : logement plus adaptés, aires de jeux, centres culturels, etc.

B. La subtilité des motivations des politiques de la Ville

Cependant, les « quartiers » sont les grands ensembles des décennies 1950, 1960 et 1970. Ceux-ci apparaissent de moins en moins comme « en difficulté », mais de plus en plus comme des quartiers qui « posent des difficultés » (Hascoet, 2016). La responsabilisation

croissante des individus, ainsi que l'avancée du néolibéral, la valorisation des idéologies identitaires, laisse moins d'espace pour les analyses « sociologiques classiques ». La question sociale est diluée, spatialisée et ethnicisée. La première génération de grands ensembles français se caractérise par un « zonage mono fonctionnel » particulièrement suivi et caractérisé par un vide commercial très préjudiciable pour une clientèle de banlieue nouvellement installée à cette époque (Hascoet, 2016).

C. La fondatrice du développement social des quartiers : Habitat Vie Social (HVS) (affirmé par les thèses de 2020)

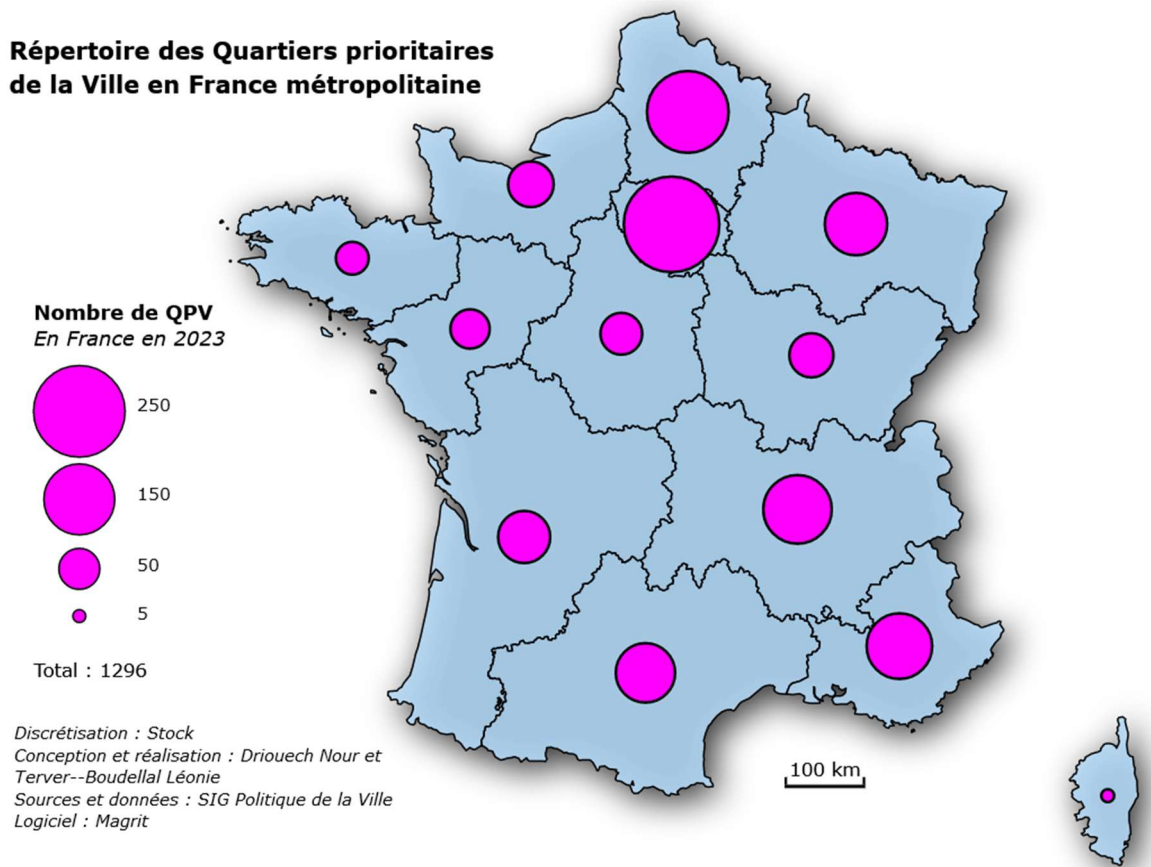
Après 40 ans, le recul permet d'affirmer que la fondatrice de toutes les politiques de la Ville est immanquablement HVS (Habitat Vie Sociale) créée en 1977. C'est elle qui a permis de repenser les quartiers et mis en lumière les inégalités de territoire (Sompayrac, 2020). L'on peut affirmer que l'ensemble des politiques de la Ville découle du diagnostic à la mise en vigueur de HVS. De plus, la naissance des politiques de la Ville a permis d'atténuer les risques d'émeutes.

Les tours, figures urbaines emblématiques du malaise de vivre en banlieue, sont plébiscitées par ailleurs, à des fins commerciales, mais aussi pratiques. Le problème des banlieues n'est donc pas uniquement lié à leur urbanisme typique. Le problème de fond affectant les « quartiers » comme la « relégation socio-territoriale », se double d'une déqualification symbolique (Zouari, 2020).

III. Les politiques de la Ville : outils d'émancipation ou de contrôle social ? (d'après les représentations d'aujourd'hui)

En effet, certains chercheurs contemporains se questionnent à ce sujet. La politique de la Ville est « une action territoriale par opérations », pilotée localement mais lancée par l'Etat (Louis, 2021). Et son déclenchement n'est pas le fruit du hasard, ou du diagnostic de territoire uniquement. Chaque impulsion de politique de la Ville fait suite à des émeutes ou révoltes plus que médiatisés. Ce serait donc dans un souci de « paix sociale » que sont expérimentées les politiques de la Ville. La solution mise en évidence, selon les chercheurs, serait les centres sociaux. Ce sont des équipements de quartier qui articulent deux dimensions :

des services aux habitants comme le soutien scolaire, informatique, accès aux droits et à la culture, mais également un objectif d'animation plus globale du quartier. Ils se situent dans cet entre-deux. D'où la multidisciplinarité des thèses. Leur rapport au politique est ambivalent : ils sont à la fois responsables de la mise en place de politiques sociales sur le territoire, et défendent par ailleurs un projet autonome autour de l'animation globale et du « pouvoir d'agir » ; ce sont des structures fortement institutionnalisées, aux budgets conséquents, prestataires d'un ensemble de services et d'activités à destination de la population, qui se présentent néanmoins comme « un foyer d'initiatives portées par des habitants » (Louis, 2021). Ils sont parfois considérés comme des appareils de contrôle social (image qui s'estompe de plus en plus) et en même temps ils placent au centre de leur réflexion les concepts d'émancipation et de démocratie.



Il existe à ce jour 1296 QPV en France métropolitaine, ce chiffre important justifie drastiquement le nombre, non-quantifiable, de thèses qui traite de ce sujet.

PARTIE 3 : Itinéraires théoriques et méthodologiques

Les quatre disciplines ont permis une approche transversale de la problématique. En s'appuyant sur la chronologie des thèses et l'évolution des sujets dans le temps, sur la manière dont est abordé ce sujet dans les différentes disciplines cela à favoriser la compréhension du sujet de réflexion. Notamment concernant les procédés pour comprendre comment la recherche s'est faite sur un objet d'étude définis, sur des champs disciplinaires, et comment les études l'ont appréhendées.

L'état de l'art est rédigé en fonction de l'ordre chronologique des thèses analysées. Cela constitue une dimension primordiale pour l'abord de la problématique. En effet, les thèses des années 1990, lorsqu'elles abordent les mêmes politiques de la Ville (par exemple : HVS) que les thèses de 2020, n'en font pas la même analyse.

De plus, dans le cadre de ce travail, l'on constate que c'est seulement avec une rétrospective d'une quarantaine d'années que les chercheurs sont dès lors en mesure de prendre le recul nécessaire pour analyser, et surtout critiquer, les politiques de la Ville d'il y a 40 ans. Notamment leurs motivations et objectifs préétablis lors de leurs mises en vigueur. Qu'en est-il des politiques de la Ville actuelle ? Les thèses analysées n'ont pas permis de répondre à cette question pointilleusement.

LISTE DES THESES (par ordre chrono-thématique)

Sciences économiques :

Vanoni, Didier. *Mémoires collectives et politiques urbaines : une approche critique des politiques contractuelles de la ville*. Paris 9, 1 janvier 1992. theses.fr, <https://www.theses.fr/1992PA090044>.

Sociologie :

Sinigaglia-Amadio, Sabrina. *Une approche sociologique du travail associatif dans les quartiers dits sensibles : de l'expérience à l'expertise*. Metz, 11 octobre 2007. theses.fr, <https://www.theses.fr/2007METZ009L>.

Chebroux, Jean-Bernard. *Le déclin des communes de grands ensembles : effets de la forme urbaine ou de la ségrégation sociale ?* Université de Lorraine, 13 décembre 2012. theses.fr, <https://www.theses.fr/2012LORR0330>.

Géographie, aménagement et urbanisme :

Hascoet, Yannick. *Vers une modification de l'image de la cite d'habitat social ? : lisières métropolitaines et détours « récréa(r)tistes » (Marseille, Paris, Montréal)*. Lyon, 12 décembre 2016. theses.fr, <https://www.theses.fr/2016LYSE2163>.

Zouari, Nabil. *Derrière le « ghetto », la centralité minoritaire : le rôle de la présence commerciale dans un quartier d'habitat social en rénovation*. Lyon, 12 juin 2020. theses.fr, <https://www.theses.fr/2020LYSE2022>.

Louis, Jérémy. *Le pouvoir d'agir dans les centres sociaux : un nouveau rapport au politique ? : étude à partir de l'expérimentation des « tables de quartier »*. Paris 10, 10 mars 2021. theses.fr, <https://www.theses.fr/2021PA100049>.

Sciences de l'éducation :

Sompayrac, Laurie. *Les arrangements du quotidien : comment les acteurs locaux reconfigurent les politiques publiques : Analyse de la mise en oeuvre d'un Programme de Réussite Educative*. Limoges, 17 novembre 2020. theses.fr, <https://www.theses.fr/2020LIMO0049>.